

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**AUFEMININ**

Société anonyme au capital de 1 891 977 Euros  
Siège Social : 8-10, Rue St Fiacre 75002 Paris  
et 33-35, Rue Du Sentier 75002 – Paris  
423 780 113 R.C.S. Paris

I. Les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017 publiés dans le Rapport financier annuel 2017 (diffusé et mis en ligne sur le site info-financiere.fr le 30 avril 2018) ainsi que la proposition d'affectation du résultat publiée au BALO le 7 mai 2018 dans l'avis préalable, ont été approuvés sans modification par l'Assemblée Générale du 11 juin 2018.

**II. Attestations des commissaires aux comptes (Extraits des rapports)****1. Opinion sur les comptes annuels**

« Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice. »

**« Justification des appréciations - Points clés de l'audit »**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Comptabilisation du chiffre d'affaires relatif aux contrats de prestations*****Description du risque***

Les contrats de prestations entre la société et ses clients comportent des éléments contractuels spécifiques. Les normes comptables d'enregistrement de ce type de contrat requièrent une analyse approfondie des obligations contractuelles et des critères de reconnaissance de la réalisation de la prestation, en particulier pour les contrats complexes.

Les principes de reconnaissance du chiffre d'affaires sont présentés en note 4.1 de l'annexe des comptes annuels.

Une erreur dans l'analyse des obligations contractuelles et dans leur réalisation peut conduire à une comptabilisation erronée du chiffre d'affaires, y compris le correct rattachement à l'exercice comptable.

En conséquence, nous considérons que la reconnaissance du chiffre d'affaires relatif aux contrats de prestations constitue un point clé de notre audit.

***Notre réponse***

Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons évalué la pertinence des méthodes de comptabilisation du chiffre d'affaires relatif aux contrats de prestations appliquées par le groupe.

Pour chaque typologie de contrat, nous avons pris connaissance du processus de reconnaissance du chiffre d'affaires établi par la direction, depuis la conclusion du contrat et la réalisation des prestations jusqu'à la facturation et la réception des paiements. Nous avons testé les contrôles clés portant sur ce processus.

Nous avons également effectué des tests de substance sur les transactions de ventes afin de rapprocher le chiffre d'affaires comptabilisé relatif aux contrats de prestations de preuves externes, et d'examiner la correcte séparation des exercices.

**Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

**Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré comme susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-5 du Code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec mes documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

**Autres informations**

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion. »

**2. Opinion sur les comptes consolidés**

« Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation. »

**« Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

**Reconnaissance du chiffre d'affaires relatif aux contrats de prestations****Description du risque**

Les contrats de prestations entre le groupe et ses clients comportent des éléments contractuels spécifiques. Les normes comptables relatives à l'enregistrement de ce type de contrats requièrent une analyse approfondie des obligations contractuelles et des critères de reconnaissance de la réalisation de la prestation, en particulier pour les contrats complexes.

Les principes de reconnaissance du chiffre d'affaires sont présentés en note 4.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

Une erreur dans l'analyse des obligations contractuelles et dans leur réalisation peut conduire à une comptabilisation erronée du chiffre d'affaires, notamment dans le correct rattachement à l'exercice comptable.

En conséquence, nous considérons que la reconnaissance du chiffre d'affaires relatif aux contrats de prestations constitue un point clé de notre audit.

**Travaux d'audit réalisés**

Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons évalué la pertinence des méthodes de comptabilisation du chiffre d'affaires relatif aux contrats de prestations appliquées par le groupe.

Pour chaque typologie de contrat, nous avons pris connaissance du processus de reconnaissance du chiffre d'affaires établi par la direction, depuis la conclusion du contrat et la réalisation des prestations jusqu'à la facturation et la réception des paiements. Nous avons testé les contrôles clés portant sur ce processus.

Nous avons également effectué des tests de substance sur les transactions de ventes afin de rapprocher le chiffre d'affaires comptabilisé relatif aux contrats de prestations de preuves externes, et d'examiner la correcte séparation des exercices.

### **Évaluation de la charge liée aux plans d'actions gratuites ou options de souscription d'actions**

#### ***Description du risque***

Le groupe AUFÉMININ a attribué des actions gratuites ou des options de souscription d'actions à certains membres de la direction comme indiqué dans les notes 6.1.2 « Stocks options ou options de souscription d'actions » et 6.1.5 « Options de souscription ». Ces plans d'actions ou options de souscription ont été évalués à la juste valeur sur la base de modèle « Black & Scholes ».

Nous avons considéré que l'évaluation de ces plans dans les comptes consolidés constitue un point clé de notre audit en raison de sa sensibilité aux hypothèses retenues par la direction et de son caractère significatif.

#### ***Travaux d'audit réalisés***

Nos procédures d'audit ont notamment consisté à :

- recalculer les éléments établis par la direction justifiant l'atteinte du critère de performance ;
- prendre connaissance du rapport de l'expert indépendant intervenant pour le groupe, lorsqu'il était disponible ;
- comparer les principales hypothèses retenues par la direction par rapport à des données observables, si disponibles ;
- vérifier de façon arithmétique les formules de calcul utilisées.

#### **Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés. »

Neuilly-sur-Seine, le 27 avril 2018.

Les Commissaires aux Comptes

CONSTANTIN ASSOCIES  
Member of Deloitte Touche Tohmatsu Limited  
Anne Philipona-Hintzy

ERNST & YOUNG et Autres  
Valérie Desclève